

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20064 - 77ÈME ANNÉE

## Convention canne : l'État refuse d'écouter la revendication des planteurs

### Jean-Michel Moutama : « Sans ces 20 millions d'euros, la plupart des planteurs disparaîtront »

Les discussions de la prochaine Convention canne qui doit s'appliquer cette année ont débuté hier à Saint-Denis. Autour de la table, les représentants des planteurs, l'industriel Tereos ainsi que les pouvoirs publics concernés. Ces discussions se déroulent sous l'égide de l'État et le préfet a présenté la vision du gouvernement : maintien des aides actuelles pour les deux prochaines campagnes. Cette position est loin de correspondre aux revendications des planteurs qui ont besoin de 20 millions d'euros pour survivre car depuis 2017, les quotas et le prix garantis sont abolis, et le nombre de planteurs ne cesse de diminuer.

C'est hier qu'ont commencé à Saint-Denis les négociations de la prochaine Convention canne. Ce document fixe le prix auquel l'industriel Tereos achète la canne à sucre produite par les planteurs, précise le montant de la prime bagasse versée par EDF ainsi que celui des aides publiques à la filière. L'État a confié au préfet de La Réunion la responsabilité de piloter les débats. Rappelons que dans le cadre actuel, les planteurs sont confrontés à une diminution constante de leur pouvoir d'achat, ainsi que de leur capacité à réaliser les investissements néces-

saires pour maintenir leur exploitation à flot. En effet, les agriculteurs doivent faire face à une hausse continue des intrants, subissent depuis plusieurs années les effets de la sécheresse et ne peuvent plus compter depuis 2017 sur la sécurité que procurait le quota réservé à La Réunion, avec l'existence d'un prix garanti par l'Union européenne. Depuis cette date, l'avenir de la filière dépend de la stratégie d'un industriel, Tereos. Par conséquent, la CGPER estime que pour garantir une visibilité suffisante, les planteurs doivent voir leurs revenus augmenter globalement de 20 millions d'euros par an.

Dans son discours, le préfet de La Réunion a exprimé la volonté de l'État : pas un euro de plus d'aides publiques, dont le maintien n'est garanti que pour les deux prochaines années.

#### Flambée du prix des intrants et chute des rendements

Jean-Michel Moutama, président de la CGPER, estime que la plupart des planteurs risquent d'être condamnés à disparaître si tel est le contenu de la prochaine Convention canne.

« La canne à sucre n'est pas une plante annuelle comme la betterave, quand nous plantons, c'est un engagement pour au moins 7 ans. La durée de l'engagement de l'État pose déjà problème, une Convention canne offrant une visibilité de 2 ans n'est pas acceptable alors qu'elle doit logiquement correspondre au moins au cycle de la PAC qui est de 6 ans ».

L'autre point posant problème est le refus de l'État d'entendre la revendication des planteurs. « Nous avons besoin de 20 millions d'euros par an de manière pérenne pour que nous puissions sortir la tête de l'eau, et l'État nous envoie une fin de non-recevoir », précise Jean-Michel Moutama, « sans ces 20 millions d'euros, la plupart des planteurs disparaîtront. 97 % des planteurs ont des exploitations de moins de 20 hectares, ils sont fragilisés par les conséquences de plusieurs campagnes désastreuses en raison de la sécheresse qui a considérablement diminué le tonnage et la richesse, et par la flambée du prix des intrants. Ils ont livré l'an dernier 73 % des cannes, c'est l'avenir de toute la filière qui est menacée ».

#### Pourquoi Albioma n'était pas présent ?

« Pour cette première réunion, il n'y avait aucun représentant d'Albioma à la différence de Tereos et des rhumiers, or Albioma reçoit la totalité de la bagasse qui produit de l'électricité dans ces centrales du Gol et Bois-Rouge. Il est hors de question de discuter de la bagasse avec Tereos, car l'industriel achète notre canne uniquement en fonction du taux de sucre qui est la

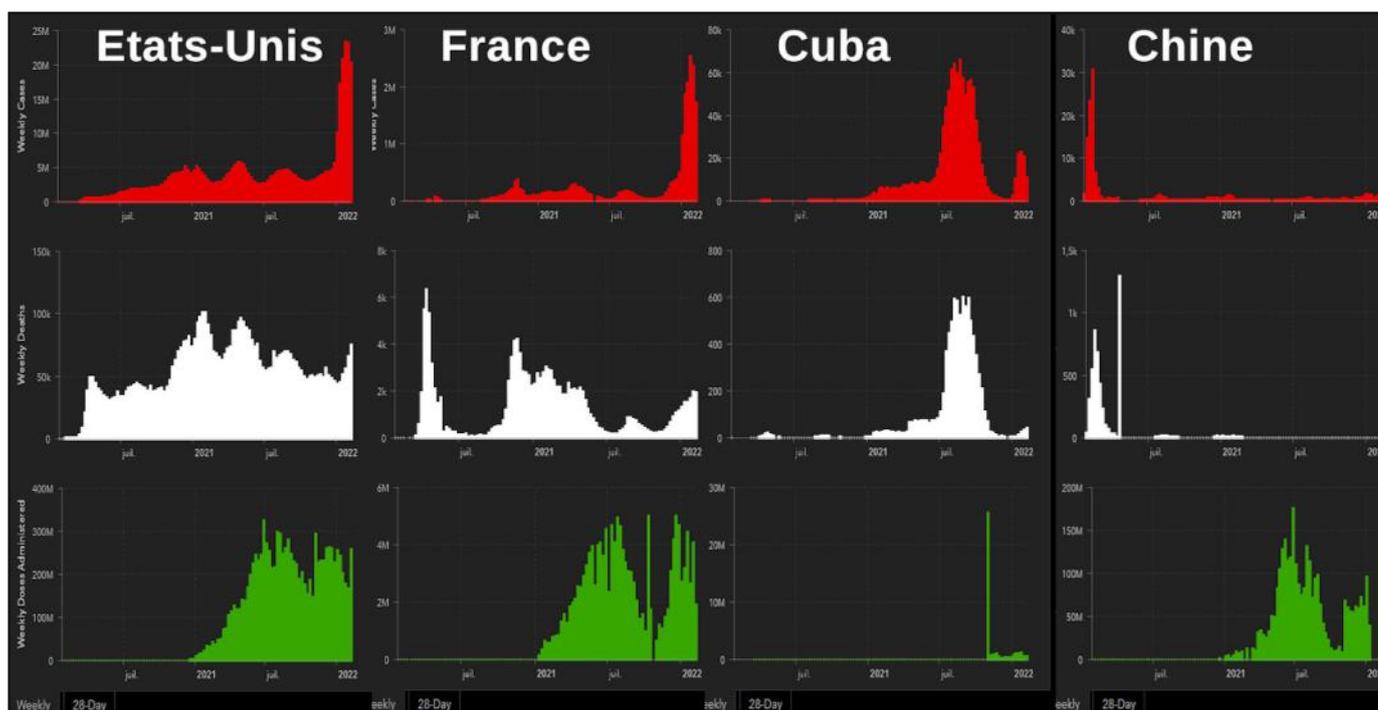
principale variable. Pour la CGPER il est hors de question qu'Albioma soit écarté des débats », indique Jean-Michel Moutama. « Les rhumiers étaient présents, mais ils ne sont pas exprimés. Il est pourtant important de connaître leur position, car ils achètent la mélasse à Tereos », ajoute le président de la CGPER, « être autour de la table c'est bien mais il faut apporter du

grain au moulin ».

« L'État veut que les collectivités participent au débat, pourquoi ? Est-ce une volonté de faire participer les collectivités au financement de la filière en se substituant partiellement ou totalement à l'État ? », interroge le président de la CGPER.

M.M.

## Coronavirus : différence entre vaccins made in USA et vaccins produits à Cuba et en Chine



**Comment expliquer qu'en France et aux Etats-Unis l'épidémie flambe alors qu'en Chine et à Cuba, elle est sous contrôle et que les taux de vaccination sont comparables ? Outre des stratégies différentes de lutte contre la COVID-19, ce contraste ne viendrait-il pas de l'efficacité des vaccins administrés ? Les données diffusées quotidiennement par l'Université Johns Hopkins amènent en effet à s'interroger.**

Selon les données diffusées quotidiennement par le Centre de ressources coronavirus de l'Université Johns Hopkins aux Etats-Unis, de nombreux pays occidentaux et quelques pays en développement ont injecté en moyenne environ

deux doses de vaccin par habitant. Voici au million de doses près, le dernier pointage de l'Université Johns Hopkins :

Etats-Unis : 541 millions de doses injectées

France : 139 millions de doses injectées

Chine : 3.000 millions de doses de vaccins injectées

Cuba : 34 millions de doses injectées

Sur ces 4 pays, trois produisent leurs propres vaccins anti-COVID-19 : Chine, Cuba et Etats-Unis. Ce n'est pas le cas de la France qui s'en remet essentiellement à des produits achetés aux Etats-Unis avec l'argent des cotisations des

travailleurs à la Sécurité sociale. A La Réunion, ce sont uniquement des vaccins « made in USA » qui sont utilisés.

Ce choix découle d'une politique décidée au niveau de l'Union européenne : seuls quelques vaccins produits en Occident peuvent être utilisés. Dans ce panel, la France utilise essentiellement le vaccin fabriqué par Pfizer et vendu 20 euros la dose.

**En France et aux Etats-Unis, les vaccins made in USA n'empêchent pas la catastrophe sanitaire**

Les graphiques de Johns Hopkins montrent en rouge le nombre de nouveaux cas de COVID-19 par semaine, en blanc le nombre de décès liés à la COVID-19 pour 7 jours, et en vert le nombre de doses de vaccin anti-COVID-19 injectés hebdomadairement.

En France et aux Etats-Unis, la campagne de vaccination a commencé début 2021. A la lecture du nombre de cas et de décès depuis cette date, force est de constater que ces vaccins n'y ont pas permis de contrôler l'épidémie. L'observation des courbes de l'Université Johns Hopkins montre en effet que la vaccination n'a pas enrayer la progression des nouveaux cas et des décès. Les principaux arguments mis en avant font reposer cet échec sur les non-vaccinés, et plus récemment sur un variant Omicron qui rend les vaccins made in USA moins efficaces : en France, il y a actuellement environ 2 millions de nouveaux cas par semaine pour plus de 2.000 décès sur 7 jours. Aux Etats-Unis, ces valeurs sont respectivement de 3,5 millions de cas après un pic à près de 6 millions, et bien plus de 15.000 décès par semaine.

### **A Cuba et en Chine, les vaccins contribuent à une vie sans coronavirus**

A Cuba, la situation est totalement différente. Entre août et septembre 2021, le pays a connu le pic de l'épidémie avec 60.000 cas par semaine, et près de 600 décès hebdomadaires. Quand a commencé la

campagne de vaccination en octobre 2021, il n'y avait plus que 400 cas et 9 décès par semaine. Si une résurgence début janvier, sans doute liée à un variant, a fait remonter la courbe à 19.000 cas par semaine fin janvier 2022, le nombre de décès n'a pas dépassé 42 pour 7 jours.

En Chine, le nombre de cas s'est concentré de janvier à mars 2020, tandis que l'essentiel des décès a eu lieu entre janvier et avril 2020. La campagne de vaccination en Chine a commencé début 2021. Force est de constater que depuis le début de l'utilisation des vaccins en Chine, ce pays n'a pas connu de résurgence de l'épidémie et plus personne n'y meurt de la COVID-19. Certes, le vaccin n'explique pas tout car la Chine utilise une autre stratégie : quand un cas est découvert, c'est le confinement de la ville concernée avec test systématique de tous les habitants. Résultat, les Chinois vivent sans COVID-19 depuis mars 2020. Il est également à noter qu'à la différence des Etats-Unis et de la France où la santé est un marché, avec une dégradation constante de l'hôpital public, la Chine et Cuba font de l'accès à tous à la santé une priorité. La santé est même la première source de revenus pour Cuba, via ses programmes de coopération avec les pays en développement.

### **Pourquoi priver les Réunionnais des vaccins de Chine et de Cuba ?**

Malgré tout, la comparaison des

données entre d'une part les Etats-Unis et la France, et d'autre part Cuba et la Chine amènent à s'interroger sur l'efficacité des vaccins made in USA qui sont achetés à prix d'or avec l'argent de la Sécurité sociale.

Pourquoi n'est-il pas possible en France, et donc à La Réunion, d'avoir accès aux vaccins fabriqués en Chine et à Cuba ? Sans doute parce que pour une île de moins d'un million d'habitants comme La Réunion, la Chine pourrait sans doute fournir un million de doses dont une partie gratuite et l'autre partie à un tarif bien inférieur à celui des vaccins produits aux Etats-Unis. Rappelons qu'outre les 3 milliards de doses injectées à sa population, la Chine a fourni gratuitement des millions de doses à des pays en développement, et va distribuer en Afrique 1 milliard de nouvelles doses, dont près de la moitié seront produites sur notre continent qui va ainsi acquérir la capacité de produire lui-même les vaccins dont il aura besoin.

Il est évident que tout ceci ne rapporte pas un dollar aux fabricants de vaccins des Etats-Unis et surtout aux actionnaires de ses sociétés. N'est-ce pas une des principales raisons du refus d'offrir aux Réunionnais des vaccins de Chine et de Cuba qui ont fait leur preuve, à la différence des produits made in USA vendus comme « vaccins » à La Réunion ? Il serait intéressant de savoir combien coûte précisément à la Sécurité sociale financée par les travailleurs la persistance de ces errements parisiens.

**M.M.**

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

**Si ou néna pou doné wi done !  
Si ou na pwin pou doné, wi done oute kère !**

Matante Zélida la ékrire Justin :

Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-de-fon dopi létèrnité mwin l'après piste aou dopi kéke somenn ou épi zote bande rouj après demande la solidarité avèk zétranzé.

Lo ka d'Madégaskar i intèrèss azot lo pliss la, pars li sorte toudè dè siklone inn après l'ote é lé pa fini. M'a rakonte aou kékshoze mwin la antande dann radio kan lété après fé in sobatkoze dsi la solidarité avèk bande péi étranj.

Donk néna in moune la di : afère zot la pa rèst franssé plito k'ète indépandan. Zote noré bénéfissyé la solidarité d'La franss é otomatikman, san demande siouplé. Néna défoi i fo konète sak wi vé. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matante k'i koze toultan la bouh rouvèr, oute kozman i rossanb aou é sof mon respé, i diré pou di in n'afère konmsa, in pé la tyé kouyon pou pran son plass.

Matante Madégaskar sé in gran péi : gran konm La Franss épi la Beljik, avèk 25 milyon d'moune zordi é biento 50 milyon d'moune si i suiv lo probabilité Arzoute ankore lo péi sar lo pli rish dann la réjyon loséan indien. Mi panss La franss sré bien avizé diskite avèk Madégaskar konm i fo, an péi adult, an prévizyon l'avnir é pa konm li fé. Dann noute lintéré anou é sa i fo pa ni obliye ; mi panss pou domin in bon kopérassion rante nou épi li. Mé nou va arkoze de sa.

Alor pou l'ède Madégaskar, m'a dire aou in pti kozman ; si ou néna pou doné, wi done, si ou na pwin pou doné, wi done oute kèr. Tok ! Pran sa pou ou !

*Justin*